

Pillage de la caisse fédérale



Initiative Vache à lait

Non

5 juin 2016

Ruineuse et nuisible
Les cantons disent NON

Une caisse routière plus que pleine - les initiants veulent amasser encore plus d'argent

- Aujourd'hui déjà, la caisse routière est bien lotie. Chaque année, le fonds pour les routes nationales y versera 700 millions supplémentaires. Mais cela ne suffit pas encore au lobby de la route. Ils veulent 1,5 milliards de francs supplémentaires chaque année.
- Dépenser tout cet argent est impossible. Même le Conseil fédéral relève qu'on amasserait ainsi des réserves inutilisables. Cette razzia sur la caisse de la Confédération aurait pour effet de produire un énorme excédent dans la caisse routière – de l'argent qui manquera cruellement ailleurs.
- Si l'initiative est acceptée la situation sera absurde, puisque la caisse routière déborderait alors que l'argent manquerait dans d'autres domaines.
- Cette initiative coûterait à la Confédération 1,5 milliard de francs par année. Ce manque à gagner entraînerait de fortes mesures d'économies dans la formation, la recherche, l'agriculture, les transports publics, la sécurité sociale, l'aide au développement et l'armée.
- A cela s'ajoute une perte de 190 millions de francs pour les cantons. En conséquence, des coupes supplémentaires devront être effectuées dans les transports publics (40 millions), dans la formation et la recherche (125 millions) et dans la protection de l'environnement (25 millions). Il faut empêcher cette razzia à tout prix.
- En cas d'acceptation de l'initiative, elle entrerait immédiatement en vigueur et les recettes fiscales en question lui seraient attribuées sans délai.

Coupes dans le budget fédéral	Réduction par an en millions arrondis
Relations avec l'étranger (principalement l'aide au développement)	- 150
Défense nationale	- 250
Formation et recherche	- 350
Transports* (notamment les transports voyageurs régionaux)	- 250
Agriculture et alimentation	- 200
Autres domaines de dépenses*	- 250
Total	- 1'500

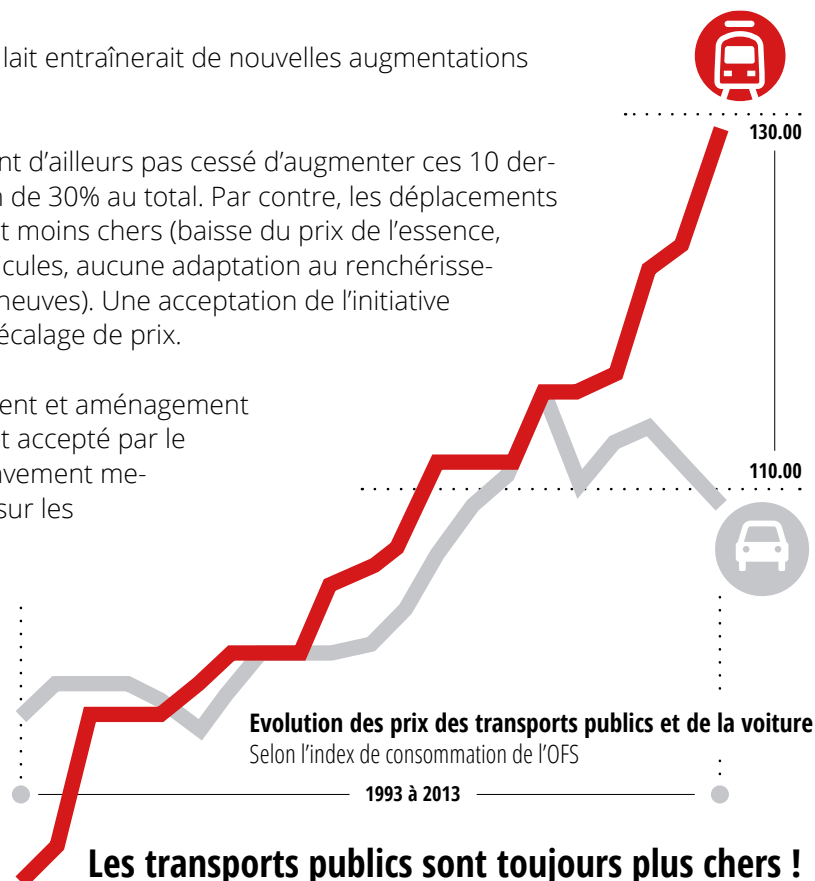
*sans les dépenses financées par le FSCR / FSTA
Source : Message du Conseil fédéral

Nous mettrions en danger le meilleur système de transport du monde

- L'initiative vache à lait met en danger notre excellent système de transport. En Suisse, les régions périphériques sont parfaitement desservies par la voiture et les transports publics et ce, mieux que nulle part ailleurs sur la planète. Les automobilistes y contribuent également.
- Les transports privés et les transports publics se complètent réciproquement. La mobilité est considérée comme une chose allant de soi. Cela est vrai pour les pendulaires, mais aussi pour les personnes vivant dans les régions périphériques et qui dépendent de bonnes liaisons routières et des transports publics.
- L'initiative vache à lait ne vise que la construction autoroutière. Par leur campagne visuelle, les initiants font croire que l'argent ainsi amassé serait aussi destiné au vélo et à l'autobus. C'est faux. L'initiative n'apportera pas un centime de plus pour des pistes cyclables ou des voies d'autobus. Pour les routes de contournement et pour les piétons, l'initiative ne prévoit rien non plus.
- Au contraire: en cas d'acceptation de l'initiative vache à lait, les programmes d'agglomérations seraient stoppés à moyen terme (en 2027). C'est grâce à eux qu'il est aussi possible aujourd'hui de réaliser des projets d'aménagement pour les vélos et les bus. En cas d'acceptation de l'initiative, le financement de ces projets tomberait.

Nouvelles augmentations de prix et réductions des prestations dans les transports publics

- Le meilleur système de transport du monde est menacé de coupes drastiques. Un oui à l'initiative menacerait de nombreuses liaisons de transports publics, en particulier dans les régions périphériques.
- L'acceptation de l'initiative vache à lait entraînerait de nouvelles augmentations des tarifs des transports publics.
- Les prix des transports publics n'ont d'ailleurs pas cessé d'augmenter ces 10 dernières années – une augmentation de 30% au total. Par contre, les déplacements en voiture sont devenus nettement moins chers (baisse du prix de l'essence, plus faible consommation des véhicules, aucune adaptation au renchérissement, rabais euro sur les voitures neuves). Une acceptation de l'initiative vache à lait accroîtrait encore ce décalage de prix.
- Le financement du FAIF (Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire), objet accepté par le peuple en 2014, serait lui aussi gravement menacé. Actuellement, 9% de la taxe sur les huiles minérales sont attribués au fond du FAIF (FIF). L'acceptation de l'initiative vache à lait se traduirait par une annulation de la volonté populaire – une démarche égoïste et arrogante.





Une initiative sous un faux prétexte – les automobilistes ne sont pas les vaches à lait de la nation

- L'initiative a été lancée sous un faux prétexte: les automobilistes seraient les vaches à lait de la nation parce qu'ils doivent payer toujours plus à la caisse générale de la Confédération, qu'ils se font imposés des taxes et des impôts toujours plus élevés – dont les recettes seraient détournées de leur origine. Ces affirmations sont fausses.
- Il s'agit d'un mythe entretenu par le lobby routier depuis des années. Les chiffres prouvent le contraire.
- Aujourd'hui déjà, la caisse routière est bien lotie. A cela s'ajouteront 700 millions de francs par année que le Conseil des Etats a accepté d'allouer lors de la session de printemps, augmentant ainsi la capitalisation.
- L'impôt sur les huiles minérales n'a plus augmenté depuis 1993 (43 ct / litre), idem pour la surtaxe depuis 1974 (30 ct / litre). En tenant compte de l'inflation, ces 30 ct ne valent aujourd'hui plus que la moitié de ce qu'ils valaient à l'origine.
- Il est faux de prétendre que la route finance elle-même tous ses coûts. Une partie des routes communales et des routes cantonales est financée par la collectivité. Pour l'ensemble des routes, les recettes provenant du trafic routier ne couvrent que 80 à 90% des coûts. Qui plus est, les coûts externes ne sont pas pris en compte – ils sont estimés à 6,5 milliards par année (transport motorisé privé et transport de marchandises).
- La Suisse investit énormément dans la construction routière et l'entretien des routes. Depuis l'année 2000, elle investit chaque année plus de 4 milliards dans la construction routière et l'entretien (source: Litra).
- Par ailleurs, le réseau autoroutier suisse a augmenté d'environ 50% au cours des 30 dernières années. En outre, les autoroutes sont en bon état.





Le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA)

- Le projet FAIF a doté les transports ferroviaires d'un fonds de financement qui leur assure à long terme une sécurité de développement. Il est juste que la caisse routière soit elle aussi convertie en un fonds. Cette solution permet de planifier correctement les étapes d'extensions et l'élimination des goulets d'étranglement. C'est à cela que sert le FORTA: éliminer les goulets d'étranglement et compléter notre réseau de routes nationales. L'initiative vache à lait ne prévoit, elle, aucun programme d'extension.
- Déjà maintenant, les budgets de la caisse routière ne sont pas utilisés pleinement. FORTA veille à ce que la caisse routière dispose de suffisamment de moyens aussi à long terme, pour pouvoir financer tous les projets routiers prévus.
- La caisse routière recevra, via le FORTA, 700 millions de francs supplémentaires par année de la caisse générale de la Confédération. Cela permettra un financement de la construction et de l'entretien des routes nationales aussi à long terme. Les automobilistes ne devront payer que 4 ct supplémentaires (augmentation de l'impôt sur les huiles minérales).
- Le point positif est que les programmes d'agglomérations seront poursuivis.
- En cas d'acceptation de l'initiative vache à lait, le FORTA finirait à la poubelle. La solution de financement via un fonds disparaîtrait et, avec elle, la prochaine étape d'extension du réseau routier. On se retrouverait ainsi à la case départ du FORTA.

Les 26 cantons s'opposent à l'initiative

- La Conférence des gouvernements cantonaux rend attentif au fait que les finances cantonales pâtiraient gravement dans divers domaines.
- L'acceptation de l'initiative imposerait des programmes d'économies supplémentaires aux cantons qui les mettraient dans de graves difficultés. Aujourd'hui déjà, les cantons font au total plus de 2 milliards de francs de déficit (source: CGC).
- Le fait que les cantons recevraient au total 150 millions de francs pour la route ne compenserait de loin pas le manque à gagner dans les autres secteurs. Car ils recevraient en même temps 190 millions de francs de moins de la part de la Confédération. Des coupes supplémentaires devront alors être effectuées dans des domaines tels que les transports publics et la formation.
- C'est pourquoi tous les cantons disent non à l'initiative vache à lait. Même les membres UDC des exécutifs cantonaux disent non à l'initiative vache à lait.



Fausse interprétation du sens des impôts

- L'initiative va à l'encontre des principes de solidarité. Dans cette même logique, les personnes qui n'ont pas d'enfants ne devraient pas contribuer au financement des écoles.
- L'impôt sur les huiles minérales est un impôt comme tous les autres et ses recettes n'appartiennent pas aux automobilistes.
- Dans tous les pays voisins, les recettes de l'impôt sur les huiles minérales vont à hauteur de 100% aux caisses générales de l'État.
- Les recettes des impôts sur les billets d'entrée ne sont pas non plus réservées à la promotion de la culture.
- De même, l'impôt sur l'alcool n'est pas réservé à la prévention de l'alcoolisme ou à la lutte contre la disparition des bistrots.

Les conséquences pour l'environnement

- Les transports publics déchargent la route. Si les prestations des transports publics sont réduites et que les tarifs des transports publics augmentent, leurs usagers opteront davantage pour la voiture au lieu du train. Cela chargera la route davantage encore, provoquant plus d'embouteillages et de pollution.
- Les dommages à l'environnement et à la santé provoqués par les transports motorisés privés des personnes et des marchandises coûtent chaque année 6,5 milliards de francs à la communauté. Un oui à cette initiative entraînerait davantage de pollution de l'air et d'émissions de CO².
- La Suisse est un petit pays. Son réseau routier ne peut pas être étendu à l'infini. Aujourd'hui déjà, un tiers des surfaces bâties est utilisé par les infrastructures de transport, dont 90% pour les routes. En dépensant 1,5 milliard de francs supplémentaires pour la construction routière, on réalisera des projets absurdes. Les conséquences sont prévisibles: l'asphaltage de notre pays et le mitage du territoire.



Mesures d'économies dans les domaines suivants

Les finances fédérales sont déjà fortement sous pression et requièrent des programmes d'économies. D'ici 2019, la Confédération devra économiser 4 milliards de francs. Si l'on y ajoute un manque à gagner annuel supplémentaire de 1,5 milliards de francs, de douloureuses réductions de dépenses devront être entreprises dans divers domaines.

- **Transports publics**

Les prix des transports publics ont augmenté de 30% ces 10 dernières années. Si l'initiative est acceptée, 290 millions de francs (250 + 40 au niveau cantonal) devront être économisés chaque année et les prix risquent d'augmenter encore plus fortement. Ce sont essentiellement les régions rurales et les voies ferrées peu fréquentées qui seront touchées par ces coupes budgétaires.

- **Formation et recherche**

L'acceptation de l'arrogante initiative vache à lait des associations routières aurait pour conséquence d'imposer d'énormes économies dans la formation et la recherche. Elle entraînerait des réductions budgétaires de l'ordre de 475 millions de francs (350 + 125 au niveau cantonal) chaque année dans la formation et la recherche. L'initiative est une attaque directe contre les écoles, les enseignants, les étudiants et les chercheurs. Dire non à l'initiative vache à lait signifie préserver la formation et la recherche de graves mesures d'économies.

- **Agriculture**

L'initiative vache à lait est une attaque contre le budget agricole. En cas d'acceptation de cette initiative inéquitable, on doit s'attendre à une réduction de 200 millions de francs de paiements directs par année. Les associations routières lancent une véritable razzia sur la caisse de la Confédération. Cela touche directement les agriculteurs. C'est pourquoi l'Union suisse des paysans dit également non.

- **La coopération au développement**

La coopération au développement réduit la migration. Il est choquant que les initiants de l'initiative vache à lait acceptent que l'on doive économiser fortement dans l'aide au développement. La razzia sur la caisse de la Confédération impose la suppression de 150 millions de francs par année destinés à l'aide au développement. Maintenant déjà, la Suisse investit moins dans l'aide au développement que ce qui avait été décidé en 2011 (0,5% du revenu national brut).

Pillage de la caisse fédérale



Initiative Vache à lait

Non

5 juin 2016

Ruineuse et nuisible
Les cantons disent NON